

Nous avons identifié les problèmes, nous en connaissons les causes et les solutions..., mais les choses vont de mal en pis. Telle est la conclusion à laquelle arrivait un expert de la chose congolaise lors d'un débat tenu dans l'enceinte du Parlement belge il y a quelques mois et portant sur le Congo d'aujourd'hui. Sans préjuger de la teneur quelque peu arrogante ou non du propos, beaucoup de témoins se sont sentis interpellés par ce « constat ».

Face au Congo, « objet politique non aisément identifiable » qui charrie pêle-mêle des calculs de boutiquier, des intérêts non dits, des enthousiasmes, des désillusions et des amertumes, nous avons été quelques-uns à vouloir prendre la question par un bout plus objectivable : celui des continuités et des discontinuités ou contradictions dans une histoire qui a cinquante ans pour les diplomates et autres acteurs des « salles climatisées », mais dont d'autres acteurs, notamment ceux de l'intelligentsia congolaise d'aujourd'hui ou d'hier, se sentent parfois dépossédés.

Pour ce qui regarde les continuités, une contribution de ce dossier met l'accent sur le « présidentielisme » qui a marqué ces cinquante dernières années. Un présidentielisme musclé sous le régime Mobutu où le partage des ressources s'effectue sous le mode patrimonial, un présidentielisme brutal sous Laurent-Désiré Kabila, premier « seigneur de la guerre », et sans doute un possible et potentiel « présidentielisme » feutré qui se dessine dans le Congo de son fils nonobstant les « conseils », voire les impératifs de la communauté internationale. En toile de fond de cette continuité, on relèvera aussi l'énonciation d'un « souverainisme » toujours réaffirmé de la part d'une

élite politique qui cherche sa légitimité sur le plan extérieur plus qu'une véritable reconstruction du politique sur le plan intérieur.

Autre continuité, celle de la fameuse identité katangaise construite autour des richesses minières d'une région longtemps convoitée. Mais, comme le fait remarquer Erik Kennes, cette identité s'est le plus souvent construite dans une opposition à la fois à l'« étranger », le travailleur kasaïen immigré au Katanga, et au pouvoir central de Kinshasa. Étrange congruence : le dirigeant sécessionniste du Katanga, Moïse Tshombe, appartenait au petit milieu des commerçants congolais. Le dernier dirigeant d'une province où l'identité katangaise reste toujours prégnante s'appelle Katumbi : c'est un homme d'affaires connu qui a le même prénom biblique que son « illustre » prédécesseur. Comme Moïse Tshombe, Moïse Katumbi est perçu dans les milieux populaires comme le « sauveur », le « messie » d'une région que la Belgique appuya de manière politiquement déterminante en 1960 et que la Chine convoite aujourd'hui pour ses ressources minières.

Mais le Congo est aussi le lieu de contradictions continuées dans le temps. Ainsi, selon Germain Ngoie Tshibambe, la construction de l'État au Congo, et en particulier de son rapport avec l'extérieur, a oscillé depuis 1960 entre deux stratégies : d'une part, celle d'un nationalisme instrumentalisé et, d'autre part, celle d'une acceptation formelle de la dépendance vis-à-vis de puissances étrangères, de leurs impératifs et de leurs bons conseils. Toutes les Républiques, la première comme la seconde et la troisième, furent confrontées à ce dilemme sans réellement parvenir à le trancher.

Au-delà de ces analyses savantes, nous avons également voulu faire de la place à un témoignage sur ce que fut le « vécu » d'un modeste acteur d'une décolonisation, laquelle fut aussi une aventure humaine et une somme de relations personnelles.

Ici, c'est le thème de la discontinuité qui est mis en avant-plan. Pour le « développeur » de terrain que fut Paul Grosjean, le « Congo économique », qui fut source de tant de revenus pour la métropole pendant plus de quatre-vingts ans, a été progressivement abandonné par son ancien mentor, puis par l'ensemble du milieu économique occidental, un abandon qui fut finalement tout aussi total que le Congo l'avait été par l'État belge en 1960. On peut bien sûr épiloguer sur les raisons géopolitiques ou autres qui ont été la cause de cet abandon. L'auteur a préféré mettre en avant la problématique des limites d'un modèle développemental fondé sur des « abbayes à capitaux étrangers », sans vision sur un véritable développement national et régional, et décidé dans l'ancienne métropole.

La contribution de l'auteur ne laisse transparaître aucune amertume, mais simplement un constat lucide. Durant la phase coloniale comme durant la décolonisa-

tion, nous avons, comme « développeurs », été abusés par deux paradigmes : celui de la (trop) haute image de nous-mêmes et celui de notre impossibilité à jouer les seconds rôles dans une pièce où l'on s'évertua à court-circuiter des collectivités humaines qui avaient une capacité remarquable à s'adapter à un monde qui changeait constamment autour d'elles.

Les festivités autour du cinquantième anniversaire du Congo, comme celles qui avaient présidé au dixième ou au vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance, ne mettront pas en lumière ces continuités, ces discontinuités et ces contradictions. Elles seront sans doute dominées, en Belgique comme au Congo, par la langue de bois usuelle, mais aussi peut-être par un zeste d'inquiétude à propos d'évolutions qui ne sont guère rassurantes. Mais pour la plupart d'entre nous, le Congo continuera de rester ce pays-continent qui fascine au-delà des limites de ses dirigeants et des maladroites de nos diplomates tout bien intentionnés qu'ils soient. ■

RN